

La Réunion n'a pas échappé au réchauffement des températures

2013 : UNE DES 10 ANNÉES LES PLUS CHAUDES



(photo Tonio)

L'an dernier, le Grand Etang était à sec à cause de la sécheresse.

Sur le plan des températures globales, 2013 est une des 10 années les plus chaudes jamais observée. Elle est précisément 6e ex-aequo avec 2007. Mais dans l'hémisphère Sud, en Australie, c'était la plus chaude de l'histoire. Et notre île a connu ses trois mois les plus secs depuis 50 ans.

L'année 2013 fait partie des 10 années les plus chaudes depuis le début des relevés de températures en 1850, selon l'Organisation météorologique mondiale. Avec 2007, elle est la 6e année la plus chaude avec une température moyenne 0,5 degré au-dessus de la température moyenne de la période 1961-1990, et 0,03 degré au-dessus de la moyenne de la première décennie du 21e siècle. En prenant uniquement en considération la température sur les continents, alors la moyenne globale est 0,88 degré plus élevée que la période 1961-1990, et 0,06 degré au-

dessus de la moyenne de la première décennie du siècle.

«Notre action, ou inaction, façonnera» l'avenir

13 des 14 années les plus chaudes ont été enregistrées durant le 21e siècle. Les plus chaudes étaient 2005 et 2010, avec une température moyenne 0,55 degré au-dessus de la moyenne observée sur le long terme. La 3e la plus chaude est 1998, mais elle avait connu un phénomène El Niño extrêmement puissant. Selon Michel Jarraud, secrétaire général de l'OMM, 2013 conforte la tendance sur le long terme. «*Etant donnée la concentration record de gaz à effet de serre dans notre atmosphère, la température globale continuera à augmenter pour les générations du futur.*» «*Notre action, ou inaction, pour réduire les émissions de CO2 et d'autres gaz qui retiennent la chaleur façonnera l'état de notre planète pour nos enfants, petits-enfants et arrière-petits enfants.*»

L'OMM précise que 90% du réchauffement provoqué par les activités humaines est encore absorbé par les océans. L'OMM travaille actuellement sur son Rapport sur le climat en 2013 qui doit être publié le mois prochain. Il donnera des

détails plus précis sur les températures dans les régions, les précipitations, les inondations, sécheresse, cyclones, état de la banquise et niveau de la mer. L'OMM est en train de collecter les données de 191 pays.

A la différence de 2012 où les Etats-Unis ont connu des records de température, les chaleurs les plus extrêmes l'an dernier étaient en Australie. Dans ce pays, 2013 a été l'année la plus chaude jamais observée.

Trois mois les plus secs depuis 50 ans

A La Réunion, l'année 2013 a été marquée par la sécheresse. En effet, les mois de mai,

juin et juillet ont été les plus secs depuis plus de 50 ans. Cela a eu d'importantes conséquences sur les agriculteurs. Le début de l'année avait pourtant vu le passage de deux cyclones au large des côtes, cela n'a pas suffi.

Si cette tendance continue de s'accroître, alors la crise va s'accroître. Les manifestations des jeunes montrent qu'il est impossible d'organiser une rentrée au mois de janvier à cause de la chaleur.

L'adaptation au changement climatique ne concerne pas seulement la protection de la population par un aménagement du territoire adéquat, c'est aussi la remise en cause des modes de vie.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Ethique et visite ministérielle

A quelques semaines des élections municipales, une nouvelle visite ministérielle débute aujourd'hui. Le parcours est donc minutieusement scruté car la présence d'un ministre dans une commune dans cette période peut être un soutien bienvenu pour un candidat.

Quand Nicolas Sarkozy était président de la République, le pouvoir parisien avait privilégié plusieurs communes dans les programmes des visites. Mise à part la préfecture, Saint-Denis, les représentants du gouvernement venaient plus souvent qu'ailleurs au Tampon, et à Saint-Pierre. A ce moment, Didier Robert était le représentant de Sarkozy à La Réunion, tout était bon pour le mettre en valeur. Le ridicule a été jusqu'à faire déplacer une ministre pour inaugurer la réhabilitation d'une crèche. Quant aux Etats généraux de l'Outre-mer, ils étaient présidés par le Premier ministre au Tampon, et sans doute trompé par ses informateurs, François Fillon s'était laissé aller à annoncer la présence de plusieurs milliers de personnes à l'extérieur de la salle.

Le gouvernement change mais les méthodes du pouvoir restent les mêmes. Cette fois, il s'agit de promouvoir des députés mis en difficulté par la politique du gouvernement. La suppression du RSTA, la fin de la prime COSPAR, les restrictions de la dépense publique en pleine crise sont des mesures impopulaires. Les députés socialistes et Huguette Bello ne s'y sont pas opposés.

Lors d'une de ses visites, Victorin Lurel avait participé à un meeting de Jean-Jacques Vlody, député candidat maire.

Le programme du séjour de François Lamy, ministre de la Ville, a tourné à la caricature. Les seules villes à l'honneur étaient celles ayant pour conseiller municipal des députées de la majorité (Saint-Denis), des députés-maires de la majorité (Saint-Paul, Saint-Joseph et Saint-Benoît) et une commune où un député tente d'être maire (Le Tampon). Pas un pied posé au Port, ville pourtant pionnière en matière de rénovation urbaine.

Pour le programme de Marisol Touraine, force est de constater que les deux temps forts de la visite auront lieu à Saint-Denis et à Saint-Paul, où deux soutiens du gouvernement tentent de se faire réélire. Pour ne pas faire de jaloux, une escale à Saint-Joseph est prévue. Une tentative de rééquilibrage est faite avec un passage à Bras-Panon, à Saint-Pierre où le CHU est inévitable, et à Sainte-Marie pour visiter le nouveau siège de l'antenne Nord de la CAF.

Le Port est une nouvelle fois snobée par un ministre. Pourtant, la politique menée par les maires qui s'y succèdent depuis 1971 a permis à cette ville d'être un important Pôle sanitaire à l'échelle de La Réunion. Et nombreux sont les Réunionnais qui viennent chaque jour au Port pour se faire soigner.

Mais Paris a une autre ambition: la ministre ira apporter un soutien à une députée maire en perdant face à ses promesses non tenues. Huguette Bello avait fait de la construction d'un nouvel hôpital à Saint-Paul une de ses priorités. Mais le projet de PSO a pris du retard et même le "JIR" a fini par écrire que c'est une «arlésienne». Or, demain, une ministre va venir poser une première pierre pour cet hôpital, à quelques dizaines de jours du premier tour des municipales à Saint-Paul. Fidèle à l'esprit de l'éthique qui anime son parti, gageons que la députée-maire de Saint-Paul ne manquera pas d'inscrire dans son compte de campagne le coût de ce soutien ministériel.

J.B.

Message de Paul Vergès au collectif GPX ultramarins

Que chaque Réunionnais pouvant prétendre à un poste à La Réunion soit informé

Mardi soir, le collectif "GPX ultramarins" organisait un rassemblement à Paris. Ce collectif regroupe des gardiens de la paix originaires de l'Outre-mer. Du fait d'un système de mutation particulièrement injuste, il leur ait quasiment impossible d'être muté dans leur île d'origine. Aucune promesse faite dans le rapport Lebreton ne s'est encore concrétisée dans la loi. Invité par le collectif, Paul Vergès a transmis un message aux participants du rassemblement. En voici le contenu, avec des inter-titres de "Témoignages".

Mes chers compatriotes, Je tiens tout d'abord à saluer votre combativité: depuis des années, vous vous battez pour faire reconnaître vos droits. Certains d'entre vous nous ont fait savoir qu'un grand pas avait été franchi, avec la prise en compte de la rétroactivité de l'ancienneté de vos demandes.

Si le constat est partagé par tous, encore faut-il que cela se traduise dans les faits et plus précisément par des dispositions législatives.

La balle est dans le camp du gouvernement. A lui de publier ce décret qui permettra de revenir au système sur la base duquel vous vous êtes engagés.

Mais la route est encore longue. Notamment pour la définition légale de ce que l'on appelle les centres d'intérêts matériels et moraux.

Il convient également de ne pas oublier que les divers secteurs de la fonction publique d'Etat ne sont pas régis par les mêmes règles, notamment en ce qui concerne la question des mutations.

«À La Réunion, il y a des compétences»

Il est bien évident que pour garder à la fonction publique d'Etat un caractère égalitaire, il est indispensable d'harmoniser les systèmes, que ce soit pour la question des «bonus» comme dans l'éducation nationale ou la prise en compte de la demande de mutation, pour vous.

Oui, il faut généraliser le système de bonification de 1.000 points à l'ensemble des corps de la fonction publique.

Tous les fonctionnaires, quelle que soit leur branche, quel que soit leur indice, quel que soit leur corps de rattachement doivent avoir les mêmes droits devant la mutation.



Le collectif avait manifesté devant la préfecture. Ce combat a permis des avancées qui doivent maintenant être concrétisées dans la loi. La balle est dans le camp du gouvernement.

Et cela, sans jamais oublier que à La Réunion, il y a des compétences. Il y a des besoins.

Il n'est malheureusement pas rare que La Réunion recrute des compétences ailleurs qu'à La Réunion, alors que ces compétences existent sur notre territoire.

Pourquoi cela? Parce que le système des recrutements n'est pas totalement transparent. Les recrutements «au bon vouloir du prince» ne sont pas acceptables.

Il nous a également été rapporté qu'il fallait avoir des chiffres précis pour arrêter une position définitive sur la question des mutations. C'est là un langage de fonctionnaire, qu'un homme politique ne saurait partager.

Tout comme tout homme politique ne saurait dire à un Réunionnais ou à un Réunionnais: «non, vous ne pouvez pas rentrer chez vous immédiatement, je vous conseille de choisir un autre métier que policier si vous voulez retourner plus rapidement dans votre île».

Prévoir les recrutements

Dans ces deux secteurs privé et public, il est aussi indispensable de prévoir les recrutements. C'est ce que l'on appelle la gestion prévisionnelle des carrières et des emplois. Mais, malheureusement, bien souvent l'anticipation n'est pas dans le schéma mental de certains dirigeants. Une gestion anticipative permettrait d'adapter, dans la fonction publique, le nombre de postes ouverts aux concours en fonction des besoins réels de l'île, et cela dans tous les domaines.

A commencer d'ailleurs par les services publics de l'emploi, fortement sollicités dans notre île et qui n'ont pas les moyens de traiter à la fois 133.010 dossiers des Réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A et de faire un travail de prospective et d'analyse.

Pourquoi peu de Réunionnais à la tête des grands services?

Faut-il pour autant pour y parvenir, instituer un observatoire des cadres? La question peut être discutée, mais ce qui est absolument évident, c'est qu'il faut que les Réunionnais, de La Réunion, de France ou du Monde, sachent qu'il y a tel ou tel poste qui se crée ou qui se libère et qu'il peut y prétendre, parce qu'il a les compétences, les diplômes et l'expérience nécessaires.

Enfin, au moment où l'on parle de régionalisation de l'emploi, il est peut être aussi temps de s'interroger: pourquoi La Réunion a-t-elle connu aussi peu de Réunionnais à la tête des grands services déconcentrés de l'Etat? A travers votre combat, à travers vous, ce sont une multitude de questions qui se posent à nous. Et il nous appartient d'y répondre et de proposer, ensemble, une solution cohérente et partagée. Je vous remercie»

Des phénomènes extrêmes de plus en plus fréquents

Petra suivie par Qumarai : deux nouvelles tempêtes en France

En France, le littoral de l'Ouest est de nouveau frappé par une tempête, Petra. Des vents à plus de 150 kilomètres par heure et des vagues énormes font d'importants dégâts. Une autre arrive, Qumarai.

Après la tempête Dirk à la fin de l'année 2013, après la dévastation d'une partie du littoral atlantique par les vagues de week-end dernier, c'est de nouveau un phénomène extrême qui touche l'Ouest de la France: Petra. Cette fois, des vents ont été mesurés à plus de 150 kilomètres par heure. A Anglet, un bateau en per-

dition s'est cassé en deux en approchant du rivage. Mais à peine Petra partie, c'est la tempête Qumarai qui devait passer dans la nuit d'hier à aujourd'hui en Bretagne. Petra a amené des vagues exceptionnelles. A la sortie du goulet de Brest, on a atteint plus de 23 mètres, et près de 19 mètres à la bouée de Pierre Noire.

En à peine un mois, ce sont donc trois grosses tempêtes

qui ont touché le littoral atlantique en France. De quoi remettre en cause l'aménagement du territoire, car les constructions en bord de mer ont été imaginées à une époque où les phénomènes extrêmes étaient bien moins fréquents.

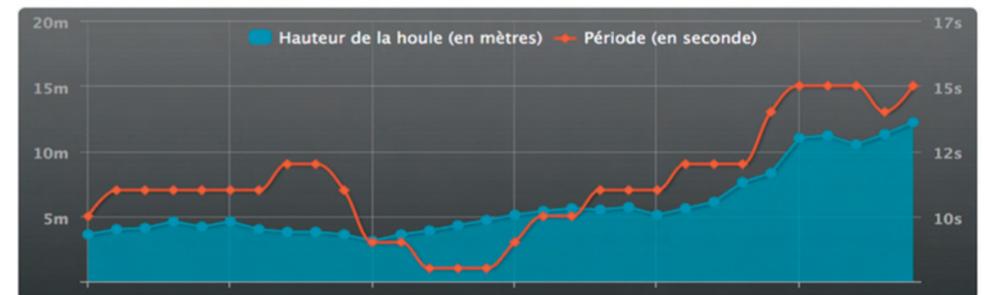
Un cargo en perdition

L'échouage d'un cargo à Anglet amène en tout cas à faire réfléchir tous ceux qui croient encore à la construction d'une route en mer entre Saint-Denis et La Possession. La taille des bateaux augmente en effet au même rythme que la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes. Le trafic suit la même tendance. Plus le temps passe, et plus la probabilité d'un échouage du même type à La Réunion augmente.

Alors imagine-t-on l'effet qu'aura l'impact d'un géant des mers en perdition sur une des piles du viaduc de la route en mer? Entre le pilier et plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'acier lancées par la force des vagues d'un cyclone, qui aura le dernier mot?

C'est une question à 100 millions d'euros de plus pour un

RELEVÉ DE LA BOUÉE 02911 - LES PIERRES NOIRES



Date / Heure	Houle	Houle max	Période	Direction	Etalement	T°C eau
05/02 08:00	12.2 m	18.9 m	15 s	O	18	11 °C
05/02 07:00	11.3 m	14.9 m	14 s	OSO	16	11 °C
05/02 06:00	10.5 m	17.8 m	15 s	OSO	14	11 °C
05/02 05:00	11.2 m	15.3 m	15 s	OSO	15	11 °C
05/02 04:00	11.0 m	17.8 m	15 s	OSO	18	11 °C
05/02 03:00	8.3 m	11.9 m	14 s	OSO	20	11 °C
05/02 02:00	7.6 m	10.8 m	12 s	SO	17	11 °C
05/02 01:00	6.1 m	10.4 m	12 s	SO	26	11 °C
05/02 00:00	5.6 m	9.0 m	12 s	SO	25	11 °C

Voici un relevé de la hauteur des vagues durant la tempête Petra.

chantier qui accumule les mauvais points bien avant d'avoir commencé. Car en cas de défaillance d'un pilier, la route est coupée et il faut reconstruire.

Quelles conséquences pour La Réunion?

En France, il ne fait aucun doute que le gouvernement

prendra des mesures pour protéger la population de la hausse de la fréquence des grandes tempêtes. Des maisons sont d'ores et déjà condamnées. Et personne n'osera plus jamais lancer l'idée d'une route en mer de 12 kilomètres dans l'océan Atlantique.

A La Réunion, les cyclones tropicaux sont potentiellement plus violents que les

tempêtes de l'océan Atlantique. Les vents peuvent souffler deux fois plus forts sous nos latitudes, et donc faire monter la mer encore plus haut.

Les Réunionnais auront-ils droit à la même protection de la part de l'Etat? Paris va-t-il continuer à laisser courir un projet dangereux pour les futurs usagers, et d'un coût pharaonique?



Le cargo échoué s'est brisé en deux sous la pression des vagues.

Le Congrès doit voter pour débloquent la situation

Demain, les Etats-Unis atteindront le plafond de leur dette

Les Etats-Unis approchent du plafond de leur dette publique. En conséquence, le Trésor a déjà pris des mesures drastiques. A partir de demain, il suspendra les émissions de titres de dette pour les Etats et les municipalités.

Le feuilleton du plafond de la dette avait animé l'actualité à la fin de l'année dernier. En effet, pour pouvoir augmenter la dette publique de l'Etat fédéral, le gouvernement doit obtenir l'accord du Sénat et de la Chambre des représentants. L'an passé, le débat avait tourné au bras de fer entre le président Obama, un membre du Parti démocrate, et un Congrès dominé par

l'opposition présidentielle, le Parti républicain. Ce dernier était d'accord pour voter la hausse de la dette, à condition que le président des Etats Unis renonce à sa réforme de l'assurance sociale, qui oblige les plus pauvres à avoir une couverture maladie minimale, l'Obamacare. La prolongation du blocage avait entraîné la mise au chômage technique de plusieurs centaines de milliers

de fonctionnaires payés par l'Etat. Des services publics étaient fermés. Finalement, un compromis avait été passé pour repousser la question de quelques mois. Demain, l'échéance arrive.

Des mesures d'urgence

D'après le Trésor américain, le plafond de la dette sera atteint demain vendredi. En conséquence, à partir de

demain, les municipalités et les Etats ne pourront plus compter sur le soutien de l'Etat fédéral. Ce dernier suspendra l'émission de titres de dette à leur destination. Le Congrès devra donc se réunir d'urgence pour relever le plafond de la dette. Cela permettra à nouveau à l'Etat d'emprunter pour financer ses dépenses. Dans l'attente, le Trésor devra prendre des mesures exceptionnelles pour per-

mettre au gouvernement des Etats-Unis d'expédier les affaires courantes jusqu'à la fin du mois.

Quel impact sur le monde?

L'an passé, les Etats-Unis ont relevé la tête sur le plan économique. Mais la paralysie de l'Etat va poser d'importants problèmes. Le gel des dépenses empêchera l'Etat d'accompa-

gnier ce redressement. Et il va mettre à nouveau au chômage des centaines de milliers de personnes.

Les prochaines semaines seront donc marquées par un débat au Congrès. Les deux principaux partis devront donc s'entendre pour débloquent la situation. Mais entre temps, l'Obamacare a été lancé. Faudra-t-il tout remettre en cause? Quel sera l'impact de cette crise sur l'économie mondiale?

La ministre de la Santé interpellée

Appel à l'unité pour le recrutement d'un(e) Réunionnais(e) au Foyer de l'Enfance de Sainte-Suzanne

L'AJFER Nou lé Kapab appelle Marisol Touraine à une prise de position claire sur le recrutement du nouveau directeur du Foyer de l'Enfance à Sainte-Suzanne. En effet, l'AJFER-Nou lé Kapab demande en effet que le prochain responsable de ce centre soit un Réunionnais ayant les compétences nécessaires, conformément aux orientations préconisées par le président de la République: «l'emploi des ultramarins dans leur territoire».

« Il y a quelques semaines, nous avons été informé de la possibilité que la direction du Foyer de l'Enfance de Sainte-Suzanne, n'échappe à un(e) Réunionnais(e) alors qu'il existe des personnes compétentes pour occuper le poste. Nous avons alerté la population et le Conseil Général de l'éventuelle nomination d'une personne venue de l'extérieure au Foyer. Nous sommes restés dans notre rôle et avons demandé la transparence sur ce recrutement. Nous nous réjouissons aujourd'hui de la transparence et la volonté du Conseil Général de voir son «avis» être pris en

compte par le Conseil National de Gestion. Nous saluons également le fait que plusieurs acteurs se positionnent dans notre sens pour qu'un(e) réunionnais(e) soit recruté(e) à la direction du Foyer de l'Enfance de Sainte-Suzanne. Plus que jamais, nous devons nous réunir sur l'essentiel et se mobiliser pour que le poste disponible au Foyer de l'Enfance à Sainte-Suzanne n'échappe pas à un(e) Réunionnais(e). Plus largement, nous devons partout où cela est nécessaire mener la lutte pour la priorité à l'embauche des Réunionnais et dans l'intérêt de la population. Nous avons eu connaissance de plusieurs profils de personnes ayant les diplômes

requis et l'expérience nécessaire pour occuper ce poste.

Nous espérons qu'un nouvel appel à candidature sera lancé pour ce poste et que cette offre fera l'objet d'une communication spéciale dans la presse locale et à la connaissance de toutes les personnes de La Réunion susceptibles d'occuper ce poste.

A la veille de l'arrivée de la Ministre des affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine à La Réunion, nous souhaitons une position claire de la Ministre sur ce recrutement au Foyer de l'Enfance pour que celui-ci aille dans l'orientation fixée par le Président de la République, à savoir «l'emploi des ultramarins dans leur territoire».

D'ici là, l'AJFER-Nou Lé Kapab restera vigilante sur le recrutement à la direction du Foyer de l'Enfance de Sainte-Suzanne.»

Pour l'AJFER-Nou Lé Kapab
Gilles Leperlier,
Président

Di sak na pou di

«La belle et les bêtes...»

«En face de nous, nous avons des chiens maigres d'un parti que nous avons aimé». Telles sont les paroles d'Huguette Bello au meeting de lancement de campagne d'Olivier Hoarau, vendredi 31 janvier au Port. L'image injurieuse du chien appliquée à des êtres humains ne fait pas honneur à la personne qui l'utilise. Cela sent le sentiment de supériorité, cela empeste le mépris. Quand la même personne, dans le même discours, proclame «l'éthique sera placée au cœur de l'action» tout en se laissant aller à de tels propos, on se dit que les (fausses) belles paroles ont du mal à

cachez les véritables pensées. Olivier Hoarau aussi, en fidèle disciple, parle de «l'humain». Mais où est l'humain quand on traite ainsi ses adversaires? Une campagne électorale est-elle un combat de chiens? Et si les chiens d'en face sont maigres, compte-t-on les écraser par tous les moyens? Enfin, dans cette phrase qui est à conserver dans une anthologie électorale, il est question d'amour. Rien que ça! De l'amour conjugué au temps passé, comme un aveu qui se voudrait attendrissant, mais qui ne fait que rendre plus choquante l'insulte des «chiens maigres». En fait, cela illustre la vio-

lence des ruptures, quand «l'amour» a viré à la haine mal contenue. Humain, trop humain, oui!

A vrai dire cette forme particulièrement choquante de mépris s'était déjà manifestée en mai 2012, lors de la campagne des Législatives. Souvenez-vous! Dans un discours, Jean-Marc Gamarus, 1^{er} adjoint d'Huguette Bello, s'adressant à Jean-Yves Langenier, lançait de manière théâtrale «Va dire à ton maître...», le traitant implicitement d'esclave et offensant les ancêtres. D'une élection à l'autre, les termes changent, l'agression est la même: insupportable!

Sandrine R.

Lettre à Mme la ministre des Affaires sociales

Mme La ministre, si votre visite à La Réunion s'inscrit dans le cadre de la poursuite des réductions des budgets de l'hôpital public, il vous appartient aussi de répondre devant la population réunionnaise sur les conséquences désastreuses de votre politique. En effet, l'état de l'hôpital public réunionnais est dans une situation dégradante dans laquelle les agents, les usagers, les malades en sont les premières victimes.

Depuis la mise en place de la révision générale des politiques publiques (RGPP) instauré par le gouvernement Sarkozy et voté par l'ensemble des politiques y compris le Parti socialiste, tous les services publics sont amputés de moyens pour assurer quotidiennement leurs missions. Une des mesures de la RGPP pour l'hôpital, c'est la loi HPST (Hôpital patient santé territoire). A votre arrivée au ministère des Affaires sociales, vous avez continué

d'appliquer les mesures de l'ancien gouvernement et même en pire avec la mise en place de la MAP (modernisation de l'action publique). Les finances des hôpitaux sont amputées et se traduisent dans les faits par la concession à des entreprises privées du nettoyage des locaux et de blanchisserie.

La réduction des budgets pour l'hôpital c'est aussi une dégradation pour les malades (manque en nombre suffisant de couverts pour les repas, de couvertures, d'oreillers, de blouses...). Sera-t-on un jour dans une situation où le malade devra apporter lui-même son repas alors que jusqu'à présent les produits sont fournis gratuitement? Les déclarations du président Hollande sur les 30 milliards d'euros de cadeau aux patrons, pillés sur le budget de la Sécurité sociale ne laissent subsister aucun doute.

En l'absence de budget, le CHU Félix Guyon vient de céder à une entreprise privée un terrain appartenant à l'hôpital pour la construction d'un parking payant à 1,5 euro de l'heure pour les usagers qui viennent rendre visite à leurs familles hospitalisées. Alors que votre gouvernement plombe le budget des travailleurs par des augmentations de SMIC équivalent à 1 euro par jour, il est inadmissible, Mme la ministre, qu'on n'ait pas pu dégager un budget de 12 millions d'euros pour construire ces parkings et permettant la gratuité des parkings.

Les discours de votre gouvernement sur la politique familiale sont en contradiction totale avec le fait qu'il faut payer aujourd'hui pour rendre visite à sa famille hospitalisée!

Mickaël

Otè!

Moin lé dézespéré, mon péi lé sal, sal, sal, koué i fo fé?

Otè, mi koné pi kosa i fo fé? -sé pa parol in sanson- sé pa in nafèr i fé plèzir a moin, ékri lads i mé mi an pé pi; war tou lé zour la salté, lasalté, lasalté partou! Mi rapèl in lané na pétèt dis, kinz zan dsa, moin la vi in roportaz té pa RFO, pétèt loèrtèèf, in dimans soir, i apèlsa ér d grand ékout; inn zournalis, inn fame biin sir, él té armontr a nou bann zandroi pik-nik, zandroi biin frékanté, dann bord rivièr: do moun i zèt tout, tibèrso, masine a lavé, vié soulié dann sak plastik. Konm si domoun la vil poubèl zot kaz na pi; i sar fé tour d lil: i anbank pa solman lo rougayi sosis, i anbank osi lo bann zordir; otè bayoun in pé d respé, pou nout lanvironman! Siouplé!

La i-èr swar, mi tourn an port a port ék in dalon; a la lo kamarad sitoiyin i parl a moin in ta la sand si lo bor la falèz la rivièr; li di a moin: «oui koné, gro ta la sand, ki sa i produi la sand an grand kantité isi la Rényon?» -lizine, lizine sikrièr- bon Li di a moin li émré war lo kaié dé sarz (cahier des charges, an fransé); normalman lantropriz la giny lo marsé la poin lo droi fé ninport koué é dépoz ninport ou! Bon, la sand kan i giny la pli i dsann ék lo ti ravine dan la rivièr, li fé in vaz, kréol i di la bou...

So bou la, ou sa li sa va? Li glis dan la mèr; dan la mèr, la bou i dépoz si lo fon, li arkouv tout; li artié bann zerb la mèr i apèl zalg; lo poison, lo makabi si ti pré-fèr, si li lé èrbivor, li krèv. Sak i manz dot poison, lé karnivor, li na pi manzé li mor. Si na pi la vi dan nout mèr, sava fèr in mer mort konm an Israël ou an Palestine koté laba!

Moin lé dézespéré, mon péi i doviin sal, sal, mé kosa i fo fé po arèt sa?

Justin